



**PRIX DE  
L'INITIATIVE  
EUROPÉENNE  
2015**

**Journées  
de Bruxelles  
L'OBS**

Décerné  
par la Maison  
de l'Europe de Paris  
et le Club de la Presse  
européenne avec le  
soutien du Parlement  
européen



Maison de l'Europe de Paris



CLUB DE LA PRESSE EUROPÉENNE



Parlement européen

# Sauver ou punir: le dilemme grec



•> MATTHIEU CROISSANDEAU

Qu'attend-on au juste de la Grèce? Qu'elle se réforme pour l'avenir ou qu'elle expie ses erreurs du passé? La question reste entière alors que se poursuit, semaine après semaine, le lassant feuilleton des négociations de la dernière chance. Une fois encore, l'Europe a joué à se faire peur. Une fois encore, elle a poussé les Grecs à présenter de nouvelles mesures d'austérité. Une fois encore, ceux-ci ont commencé par renâcler devant l'obstacle. Une fois encore, ils ont fini par composer.

Le gouvernement d'Alexis Tsipras a présenté à ses partenaires de nouvelles concessions bien éloignées du programme qui l'avait fait élire en janvier dernier. Les impôts vont continuer à augmenter, les dépenses publiques continuer à baisser. Le temps pour son pays de toucher une nouvelle tranche d'aide financière qui permettra de rembourser... une ancienne tranche d'aide financière. Absurde situation qui voit le tonneau des Danaïdes se vider sans fin sous le regard de créanciers soulagés de sauver les apparences, alors que sur le fond, rien – absolument rien – n'est réglé.

Faut-il le rappeler ici? Depuis cinq ans les Grecs ont déjà payé un très lourd tribut à la crise de la dette. Les salaires ont baissé, les pensions ont fondu, la santé est devenue un luxe, le PIB a chuté d'un tiers, le chômage a explosé. Tandis que les jeunes fuient le pays pour aller tenter leur chance ailleurs, près d'un retraité sur deux vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Et on ne voit pas bien, dans l'accord qui se dessine, ce qui pourrait redonner de l'air à une économie condamnée. Car une fois que les Grecs auront été essorés, réformés, « austérisés » selon les canons bruxellois de l'orthodoxie budgétaire, ils resteront au pied d'un mur insur-

montable: celui d'une dette publique qu'ils ne pourront jamais rembourser. C'est ainsi. On peut s'en émouvoir ou s'en agacer. Mais ces accords à courte vue ne changeront rien à cet état de fait.

Dès lors, une question se pose: l'Europe a-t-elle vraiment envie de sauver la Grèce? Et si c'est le cas, qu'attend-elle pour engager, comme elle l'avait promis plusieurs fois à Athènes, une renégociation de son ardoise financière? On le voit bien, derrière un défi économique majeur, celui de l'avenir de la monnaie unique, se trame un dilemme politique pour les pays de la zone euro: faire un exemple ou passer l'éponge. La nature du

Une fois que les Grecs auront été essorés, réformés, "austérisés" selon les canons bruxellois de l'orthodoxie budgétaire, ils resteront au pied d'un mur insurmontable: celui d'une dette publique qu'ils ne pourront jamais rembourser.

projet européen repose sur le fait que tout le monde en accepte les règles, c'est vrai. Et sur ce point, il faut le reconnaître, les précédents gouvernements grecs ont failli à leur devoir, quand ils n'y ont pas été poussés. Mais la nature du projet européen est aussi de faire jouer les mécanismes de solidarité entre ses Etats membres pour nourrir un dessein qui dépasse de loin la seule approche financière. On ne construit rien en punissant. Il y a trente ans, après la dictature des colonels, l'ancêtre de l'Union européenne a fait le choix d'intégrer la Grèce

pour des raisons politiques et non budgétaires. Elle doit aujourd'hui faire le choix de lui garantir un avenir durable de la même manière. **M. C.**

## À NOS LECTEURS

La rédaction de « L'Obs » se réjouit d'avoir reçu le prix 2015 de l'initiative européenne remis par la Maison de l'Europe, le Club de la Presse européenne et le Parlement européen pour les journées de débat qu'elle organise chaque année à Bruxelles. Prochaine édition: cet automne!